

## Qui libèrera le travail ?

À propos de *Libérer le travail* (Thomas Coutrot, Seuil, 2018)

Ce livre me paraît d'une ambition considérable, tenant le pari d'allier profusion et accessibilité des arguments. L'auteur ose aborder les questions majeures de notre époque sous l'angle si souvent négligé du travail, au sens fort de l'activité humaine (et pas seulement de l'emploi). Quelles voies pour une société plus équitable, plus respectueuse de l'environnement par la promotion de « *la qualité du travail, exigence vitale* » (p. 282) ? Quelle organisation coopérative du travail, contre les logiques mortifères du management taylorien, sans cesse enterré, sitôt renaissant ? Comment expliquer le renoncement des mouvements d'émancipation, « les deux gauches » dans la catégorisation de l'auteur<sup>1</sup>, à disputer aux capitalistes le contrôle du contenu du travail ? C'est en soi une réussite du livre : dans une époque où il semble si difficile d'imaginer des alternatives à la compétition économique mortifère, à la prédation à courte vue des ressources minières, aux mirages de la sophistication technologique, aller chercher du côté du « travail vivant » ouvre des perspectives. Le propos est très documenté, tant à propos de l'histoire du mouvement ouvrier et des idées socialistes que dans les approches critiques actuelles. Tout en étant clairement militant, l'auteur ne prétend pas aux vérités définitives. Tout n'est pas convaincant, les arguments s'enchaînent à vive allure, le fil de la cohérence est souvent difficile à tenir<sup>2</sup>. Mais l'ouvrage a le grand mérite d'inciter à la réflexion, au débat, et même au témoignage.<sup>3</sup> Alors, débattons !

### Le travail, question anthropologique et enjeu pour l'histoire

Une affirmation majeure ouvre le livre, dès le premier chapitre : « *Le travail est et restera un enjeu psychique et politique majeur.* » (p. 27) J'imagine les collègues économistes de Thomas Coutrot écarquiller les yeux : « travail » ne renvoie pas d'abord à « facteur de production », « marché de l'emploi », « ressources humaines », mais à la psychologie et au lien social. Et les auteurs à l'appui de cette affirmation sont anthropologue (Maurice Godelier), psychanalyste (Christophe Dejours) ou philosophe (Alexis Cukier). La suite confirme l'ampleur du propos de cet incipit.

« *L'enjeu psychique* » du travail ne se limite pas aux questions de souffrance des salarié-es ou de burnout : il s'agit de le considérer comme constitutif de l'humanité du sujet. Le travail est une expression de la vitalité de l'individu, ce qui le relie à ses pairs pour construire un monde commun. Travailler n'est pas seulement occuper un emploi, une position sociale, c'est prendre une part de l'œuvre collective pour « *maintenir, perpétuer et réparer notre monde* » (pour reprendre les mots de la philosophe américaine Joan Tronto, citée p. 256).

« *L'enjeu politique* » va bien au-delà de la critique du slogan électoral de Macron, « libérer le travail », farce dérisoire moquée en ouverture du livre. Il s'agit de dessiner les contours d'un mouvement politique inédit. Thomas Coutrot propose « bloc historique des habitants » à la fin du livre : il faudra encore un peu de mise au point pour en faire un drapeau susceptible de rallier les masses laborieuses... Mais c'est bien de cela dont il s'agit, c'est du moins ce qui me paraît le plus intéressant : non pas un programme électoral de plus pour alimenter les débats médiatiques, pas non

---

1 Pour le dire très vite, étatiste et autogestionnaire. Mais le choix d'en rester au clivage droite/gauche des pratiques politiques actuelles peut paraître limité pour évoquer la diversité des mouvements s'opposant au système capitaliste depuis le XIXe s.

2 La polysémie du terme « travail » est ainsi vertigineuse dans la seule préface, et la confusion si dommageable avec « l'emploi » pas toujours évitée.

3 <http://www.libererletravail.org/>

plus une goutte d'eau de colibri pour éteindre l'incendie, mais un mouvement social à construire, un de ceux qui font l'histoire.

## L'avenir du travail : les travailleuses plutôt que les robots

Je relève deux points d'appui qui me paraissent particulièrement roboratifs pour renouveler la pensée sur le travail dans notre monde.

- L'attention à la place des femmes, à travers la notion de « care ». Les deux exemples de secteur choisis par Thomas Coutrot pour montrer des travailleurs prenant la main sur le contenu de leur activité sont l'éducation et les soins à domicile, et il s'agit donc, largement, de travailleuses. J'y vois de quoi renouveler la fascination un peu morbide pour le mineur de *Germinal*, l'OS des *Temps modernes*, icônes persistantes du travail contemporain, même dans le mouvement socialiste. Les aides-soignantes des EHPAD et pas seulement les cheminots, l'école Freinet de Mons-en-Bareuil et pas seulement Billancourt, et donc une société attentive à l'éducation et au soin des personnes âgées plutôt qu'aux bagnoles et aux TGV, une belle promesse ?
- La résistance aux mirages technologiques. Non, l'avenir, pour le pire ou le meilleur, n'est pas dans les laboratoires du CEA, de Bayer ou de la Silicon Valley. Thomas Coutrot s'en prend à tous les prophètes et gourous, qu'ils soient « *euphoriques ou catastrophistes* » (p. 76), qui nous décrivent « *la marche inéluctable (ou abominable) du progrès "qu'on n'arrête pas"* ». L'être humain n'est pas le jouet de ses technologies, parce qu'il a le « pouvoir d'agir » par son travail. Un robot ne travaille pas, au sens défini plus haut : nul enjeu psychique ou politique pour une machine à commandes numériques, un logiciel jouant aux échecs, un assistant vocal.

## Travail et politique

L'auteur ose un lien intéressant entre rapport au travail et comportements politiques, à partir d'une étude statistique fine qu'il a réalisée des corrélations entre vote aux élections présidentielles de mai 2017 et résultats d'une enquête sur les conditions de travail. Il en ressort que « *les ouvrier·e·s qui votent Le Pen ou s'abstiennent sont moins autonomes dans leur travail que celles et ceux qui votent pour d'autres candidats. [...] À l'inverse, ceux des communes "macronistes" et "fillonnistes" souffrent moins d'un manque d'autonomie que la moyenne.* » Thomas Coutrot y voit une confirmation d'un propos de Christophe Dejours : « *les organisations du travail qui s'efforcent de casser les métiers et de créer du morcèlement, par exemple du travail répétitif sous contraintes de temps, sont à priori délétères pour l'exercice des compétences politiques.* » Certes, il y a certainement beaucoup à penser et à dire sur la frontière juridique posée entre le monde civique et l'entreprise. Tous les citoyen·nes, sans avoir à attester de quelques compétences que ce soit, participent à la désignation des responsables des institutions publiques ; devenu·es salarié·es, ils sont tenus par un principe de subordination formalisé dans un contrat de travail, restreignant l'élémentaire liberté d'expression, imposant l'obéissance voire la soumission aux décisions de propriétaires à l'échelle de l'entreprise, à des prescriptions parfois étroitement cadrées dans les tâches quotidiennes. Mais en l'occurrence, la relation entre autonomie dans la vie civique et hétéronomie dans l'emploi me semble encore à approfondir. Si je comprends bien le raisonnement, les électeurs de Macron ou Fillon font preuve de davantage de « compétences politiques » que ceux de Le Pen, et en retrouvant du « pouvoir d'agir dans leur travail individuel et collectif », les salarié·e·s voteraient un peu moins à l'extrême-droite, et un peu plus pour ces amis réputés du travail et des travailleurs que sont Macron et Fillon. Tout ça pour ça ?

Si je m'attarde sur cet exemple, c'est qu'il me semble significatif d'une limite du livre. Certains passages sont très radicaux, par exemple lorsque l'auteur se réfère à Simone Weil pour dénoncer « *l'hubris capitaliste [...] infiniment plus dévastatrice que celle des régimes oppressifs antiques ou médiévaux, car elle étreint l'ensemble des écosystèmes et menace la vie même.* » (p. 268) Ou encore : « *Même si c'est nécessaire, il ne suffira pas d'abolir la valeur (et donc le capitalisme) pour dépasser le travail abstrait et créer les conditions d'un travail sain pour les humains et la nature.* » (p. 221) D'autres me paraissent au contraire bien sages, loin de la perspective de l'abolition du capitalisme : « *L'initiative viendra difficilement des États. Nous aimerions pouvoir compter sur nos élus pour engager des changements qui préserveraient la possibilité d'une vie décente sur cette planète.* » (p. 9) Même au conditionnel, est-il bien sérieux de laisser croire que les chefs d'État du G7, du G20, ou toute autre conférence internationale auraient les moyens d'apaiser « l'hubris capitaliste » ? Si notre bon roi Louis XVI avait été raisonnable, il aurait sauvé sa tête et son royaume... À quoi bon envisager sérieusement de « *négoier avec les actionnaires un accord pérenne sur les missions fondamentales de l'entreprise qui servirait de référence aux salarié-e-s dans leurs décisions quotidiennes* » (p. 289), en sachant bien qu'il faudrait d'abord « *mettre l'entreprise à l'abri du jugement d'acteurs financiers totalement déconnectés de son projet* » (vingt lignes plus bas). Si ces messieurs des fonds de pension veulent bien se donner la peine de prendre la porte...

## Un mystère persistant

Une forte ambition du livre, résumée de façon un peu triviale en accroche sur la couverture (« Pourquoi la gauche s'en moque »), est d'expliquer l'incapacité du mouvement ouvrier à disputer aux capitalistes la maîtrise du contenu du travail, le renoncement même à le faire ; pire encore, le ralliement au taylorisme de la « gauche productiviste », prenant à la lettre le slogan de « l'organisation scientifique du travail ». Thomas Coutrot s'appuie beaucoup, légitimement, sur Bruno Trentin<sup>4</sup>, reprenant le constat du « compromis fordiste » établi entre patrons et syndicats : l'organisation du travail est du ressort de l'employeur ; en attendant l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, la lutte doit viser à obtenir les meilleures compensations à l'inévitable pénibilité du travail, concrètement des salaires, des horaires, des conditions de travail décentes. Mais il n'en reste pas là en élargissant le champ de la réflexion à la « gauche autogestionnaire », c'est-à-dire le mouvement coopératif, associationniste, libertaire, dans un vaste panorama allant de Charles Fourier au « modèle ouvrier italien » des années 1970. Il remonte des pépites qui mériteraient d'être valorisées dans la culture militante progressiste, comme la revendication de « la commandite égalitaire » (p.116) dans la charte d'Amiens du congrès fondateur de la CGT en 1906, ou les « grèves productives » des années 70 (LIP bien sûr, mais encore Talbot-Poissy en 1983). Mais ces initiatives sont restées sans lendemain, et pas mieux pour les considérations plus théoriques de quelques « brillantes étoiles solitaires » (p. 134) : Daniel Chauvey, André Gorz<sup>5</sup>, Cornelius Castoriadis.

Thomas Coutrot promet beaucoup tout au long du livre sur ce mystère de la déconsidération du travail par ceux qui œuvrent à son émancipation en évoquant en particulier un historien marxiste anglais, Moishe Postone. Le détour est finalement large (chapitre 8), pour expliquer « *un blocage cognitif fondamental, qui renvoie aux structures mêmes du capitalisme* » (p. 205). Il s'agit de revenir aux fondamentaux du *Capital* : valeur d'échange vs valeur d'usage. Mais il est finalement lui-même déçu, du moins peine à convaincre son lecteur que le nœud de l'affaire est identifié : « *Le travail abstrait est ce qui constitue et simultanément enferme le prolétariat.* » (p. 22) Affirmation tautologique, non ? Le prolétaire est enfermé parce qu'il est prolétaire. Ne resterait alors qu'à

---

4 *La Cité du travail. Le fordisme et la gauche*, Fayard, 2012.

5 Du moins « le premier André Gorz » selon Thomas Coutrot, c'est-à-dire avant 1980 et ses « Adieux au prolétariat ».

négoier une cage plus confortable, des gardiens plus compréhensifs, éventuellement l'autonomie dans le choix du sens dans lequel tourner en rond.

Je ne vais pas faire mieux que lui pour expliquer cette impuissance des organisations ouvrières et penseurs socialistes à s'appuyer sur l'énergie vitale du travail pour instituer une « *démocratie des communs* ». J'ai l'impression que le raisonnement bute sur un obstacle persistant sur la route de toute transformation sociale : comment des institutions établies, entreprise, État ou syndicat, pourraient-elles subvertir la société dont elles sont parties constitutives ? Comment des institutions alternatives comme les coopératives ou les associations, par définition hors de l'emprise de propriétaires de capitaux, peuvent-elles éviter l'assimilation aux rouges et à l'esprit du système économique qui les environnent ? Comment imaginer, promouvoir, mettre en œuvre un projet subversif de l'intérieur de la société dans laquelle on vit, à laquelle on appartient ?

## **Le travail, activité subversive en soi**

Un mot est peu présent dans le livre, ou limité aux États totalitaires (p. 220) : celui de bureaucratie<sup>6</sup>. S'il y a bien un point commun entre entreprise, État et syndicat, et j'y vois un facteur explicatif de leur collusion dans le compromis fordiste, c'est leur structure bureaucratique. Si elles tirent leur légitimité du service économique (produire pour les consommateurs) ou politique (représenter les citoyen·nes, les salarié·es, gérer les intérêts collectifs) qu'elles rendent, les bureaucraties sont d'abord des instruments de contrôle du travail et des travailleurs. « Libérer le travail » serait alors briser les appareils administratifs verticaux. Thomas Coutrot rappelle les premiers temps de la révolution russe, le contrôle ouvrier, les comités d'usine, les soviets, la recherche de fonctionnements qui dépassent l'opposition entre ceux qui conçoivent et ceux qui exécutent (p. 102). J'ose une hypothèse personnelle : ce qui a perdu les bolcheviks, c'est la nécessité (le choix ?) de constituer une armée, même rouge, de reprendre les techniques de militarisation de l'économie et de la société mises en œuvre par les États « démocratiques » occidentaux pendant la Première Guerre mondiale<sup>7</sup>.

Quitte à revenir à Marx, ce serait aussi à celui de *La Guerre civile en France* : « *ne pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et le faire fonctionner à son compte.* » On ne transformera pas les bureaucraties par en haut, par des dirigeants de bonne volonté ou des méthodes de management éclairées, ou en leur opposant une autre structure bureaucratique, même innovante. Thomas Coutrot propose un tour d'horizon lucide des limites de « l'entreprise libérée ». On en ressort sans illusion sur ce qu'on peut attendre de l'action décisive de managers avertis, si bien intentionnés soient-ils.

Le pouvoir du ministre, du général ou du top-manager ne repose que sur l'effet de sa parole, sur la légitimité qui lui est reconnue, sur l'obéissance qu'il obtient. L'efficacité technocratique repose sur celles et ceux qui transmettent cette parole et qui exécutent les consignes. Aucun secret d'État ou commercial, aucune fraude fiscale n'échappent à une secrétaire ou un comptable. Pour reprendre l'expression de David Graeber, la puissance publique est en dernière instance dans les mains de celui qui tient la matraque ou le fusil. Toute production économique provient d'abord de la coopération d'êtres humains en activité. Les technocraties s'écroulent donc par en bas, lorsque le service d'en dessous ne répond plus, s'occupe à autre chose qu'à obéir, tranche les conflits de loyauté en faveur des usagers. Les psychologues du travail et les ergonomes ont montré que ce jeu avec les règles prescrites est constitutif du travail dans chaque tâche du quotidien, que c'est toujours en faisant un peu autre chose que ce que chacun est censé faire que les choses peuvent se faire. Allons plus loin : déborder la prescription non pas par principe libertaire, mais pour bien faire le

---

6 Et il serait intéressant de faire le lien avec l'approche de David Graeber (*Bureaucratie*, les Liens qui libèrent, 2015)

7 cf. par exemple Nicolas Roussellier, *La force de gouverner*, et ce n'est pas sans rapport avec le taylorisme...

travail ; non pas seulement individuellement, plus ou moins clandestinement dans ses tâches quotidiennes, mais collectivement, en l'assumant et en l'organisant pour assurer le service.

Je ne suis donc pas convaincu par l'opposition proposée (p. 243 et 244), à la suite d'Alexis Cukier, entre un Marx présenté comme partisan d'une prise du pouvoir par en haut et un Dewey misant sur l'implication des travailleurs de la base, devenant par leur activité « *à la fois dirigeants, managers et ouvriers* ». Thomas Coutrot tente de s'en sortir en évoquant une « stratégie dialectique » : « *s'appuyer sur les innovations sociales pour conquérir des positions dans les institutions, puis utiliser celles-ci pour renforcer les pratiques démocratiques de travail, ce qui renforcera la dynamique des changements institutionnels, etc.* » Ça me semble plus simple, sur le papier bien sûr : les travailleurs ont déjà le pouvoir, puisque rien ne se fait sans l'engagement de chacun d'entre eux dans son activité ; reste à en prendre conscience, à débattre collectivement non seulement des modes opératoires, mais aussi des finalités de la production, pour agir en fonction de l'intérêt collectif. Ce qui passe par une prise de parole sur le travail.

## La parole aux travailleurs

Je rejoins donc bien sûr l'auteur sur l'idée de « *faire parler le travail vivant* » (p. 275). « *La question clé est de transformer cette énergie omniprésente, mais dispersée, moléculaire, réprimée, en puissance politique.* » (p. 278) Comment ? Thomas Coutrot prend l'exemple du trucage des tests de pollution par les constructeurs automobiles, pour imaginer « *une enquête menée par des chercheurs, des syndicats, des associations écologiques et des collectivités territoriales* » (p. 280). Ou plutôt, d'abord, par les salariés eux-mêmes ? Une enquête est-elle nécessaire, alors que rien ne se fait sans que des travailleurs non seulement soient au courant, mais mettent la main à l'ouvrage ? Ce n'est pas d'experts, de chercheurs ou d'enquêteurs patentés dont on aurait à attendre quelque vérité cachée : les ingénieurs et techniciens qui ont été amenés à mettre en œuvre ou couvrir la fraude sont les mieux placés pour prendre la parole. Au moins, dans un premier temps, pour « lancer l'alerte ». Mais plus encore : je suis convaincu qu'ils préféreraient consacrer leur intelligence et leur compétence à la conception de véhicules les moins polluants possible plutôt qu'à des systèmes frauduleux ; je les imagine même disposés à élaborer des modes de transport plus efficaces que la voiture individuelle, à participer pleinement à un débat sociétal pour des modes de déplacement moins frénétiques. Une belle voie pour gagner en cohérence entre travail bien fait et travail socialement utile.

## Un titre à conjuguer

Ce livre mérite l'attention par sa forte argumentation en faveur d'une prise en compte du travail par les mouvements politiques préparant l'après-capitalisme, quel que soit le scénario de son effondrement. Thomas Coutrot a choisi un titre à l'infinitif, et donne envie de réfléchir à sa conjugaison : qui va ainsi « libérer le travail » ? Nous, vous, elles ou ils ? Pour décliner un slogan du XIXe, mais qui me paraît garder toute sa fraîcheur : et si la libération du travail était l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ?

*Patrice Bride*